

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

LE DEVELOPPEMENT DU DESIR DE POLITISATION ORDINAIRE
DANS LES ASSOCIATIONS PARISIENNES :

Analyse d'une réappropriation politique de la vie quotidienne

RENAULT-TINACCI, Mathilde, Chargée de recherche INJEP, chercheure associée CERLIS/Université Paris Cité

Résumé :

L'émergence d'un "citoyen critique" dans le renouvellement générationnel (Tiberj, 2017), la montée du post-matérialisme (Inglehart, 1993), et le processus d'individualisation des engagements (Vermeersch, 2004) se traduit par l'abandon des organisations politiques traditionnelles, l'érosion de la croyance dans la capacité des régimes parlementaires à porter l'expression publique des citoyens, ou encore la déritualisation des comportements politiques. L'expression des citoyens s'autonomise ainsi et se personnalise (Lichterman, 1996) et s'appuie aussi sur une palette toujours plus élargie d'action individuelle ou collective. Ces transformations ont une incidence importante sur la participation associative, et le rôle qui est donné aux corps intermédiaires par les citoyens qui s'y engagent.

Dans ce contexte et dans la perspective de l'anthropologie de la citoyenneté (Carrel, Neveu, 2014) qui souhaite travailler la notion de citoyenneté hors des cadres légitimes ou dominants, invitant à s'attacher presque exclusivement à sa reformulation par les citoyens eux-mêmes, nous interrogerons la manière dont les associatifs du territoire parisien se réapproprient et labellisent leurs pratiques quotidiennes, comme relevant de l'action politique.

Les résultats développés au cours de cet article s'appuient sur une enquête inductive qui s'est déroulée entre septembre 2015 et novembre 2017. Elle comprend deux phases : l'une qualitative par observation ponctuelle d'associations (800 heures) et entretiens (45), et l'autre quantitative par questionnaire auto-administré (N=820) construit sur la base de l'analyse du premier corpus d'entretiens. Le terrain choisi pour répondre à cette question se limite au territoire parisien, et se fait sur la base d'une comparaison entre associations récentes (de moins de 10 ans, plus largement composées de jeunes de 18 à 39 ans) et associations plus anciennes et installées sur

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

le territoire depuis au moins une vingtaine d'années. Il s'agit de petites et moyennes associations (selon des critères de budget et de nombre de salariés) ayant leur siège social ou au moins deux activités sur le territoire parisien et dans lesquelles ont été interrogés à la fois des salariés et des bénévoles de la structure. Nous développons deux axes de réflexion :

I- Après avoir brièvement montré quelles sont les caractéristiques principales de celles et ceux qui envisagent l'association (loi de 1901 cat.92 et parfois « de fait ») comme espace du politique c'est-à-dire chez ceux ayant un rapport « alternatif »¹ à la politique institutionnelle en prolongation des développements de Martine Barthélémy (1994) sur la citoyenneté associative nous nous intéresserons aux motivations à l'engagement et plus particulièrement à la recherche de « concordance subjective » (Pleyers, 2016). Nous verrons ainsi comment pour l'individu engagé, l'association devient à la fois un espace de résistance, mais aussi un moyen d'affirmation individuelle de ses capacités politiques.

II -Nous analyserons dans un deuxième temps, la manière dont l'association encourage de le développement d'une politique de l'existence (« life politics » Giddens, 1997), encouragée par une mise en réflexivité permanente de l'individu et sa responsabilisation, mais aussi sur la confortation de « styles de vie » (Juan, 1991). Cette « infra-politique » se terre dans la diffusion des normes, des prises de consciences par les interactions dans les associations.

En définitive, cette communication montre comment la politique de la vie quotidienne et de l'existence – que nous appelons désir de politisation ordinaire – peut devenir un agrégat d'activités et des pratiques par lesquelles les individus peuvent agir et se donner des marges de résistances pour agir sur la vie en société. La démocratie dans ce cadre, ne serait plus tant un « système institutionnel ou un régime de gouvernement » qu'une « forme de vie » (Ferrarese, Laugier, 2015) portée plus individuellement que collectivement, tout en s'inscrivant dans une dimension associationniste.

¹ Voir premier encadré p.3

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Communication

L'émergence d'un "citoyen critique" dans le renouvellement générationnel (Tiberj, 2017), la montée du post-matérialisme (Inglehart, 1993), et le processus d'individualisation des engagements (Vermeersch, 2004) se traduit par l'abandon des organisations politiques traditionnelles, l'érosion de la croyance dans la capacité des régimes parlementaires à porter l'expression publique des citoyens, ou encore la déritualisation des comportements politiques. L'expression des citoyens s'autonomise ainsi et se personnalise (Lichterman, 1996) et s'appuie aussi sur une palette toujours plus élargie d'action individuelle ou collective. Ces transformations ont une incidence importante sur la participation associative, et le rôle qui est donné aux corps intermédiaires par les citoyens qui s'y engagent.

Dans ce contexte et dans la perspective de l'anthropologie de la citoyenneté (Carrel, Neveu, 2014) qui souhaite travailler la notion de citoyenneté hors des cadres légitimes ou dominants, invitant à s'attacher presque exclusivement à sa reformulation par les citoyens eux-mêmes, nous interrogerons la manière dont les associatifs du territoire parisien se réapproprient et labellisent leurs pratiques quotidiennes, comme relevant de l'action politique.

Les résultats développés au cours de cet article s'appuient sur une enquête inductive qui s'est déroulée entre septembre 2015 et novembre 2017. Elle comprend deux phases : l'une qualitative par observation ponctuelle d'associations (800 heures) et entretiens (45), et l'autre quantitative par questionnaire auto-administré (N=820) construit sur la base de l'analyse du premier corpus d'entretiens. Le terrain choisi pour répondre à cette question se limite au territoire parisien, et se fait sur la base d'une comparaison entre associations récentes (de moins de 10 ans, plus largement composées de jeunes de 18 à 39 ans) et associations plus anciennes et installées sur le territoire depuis au moins une vingtaine d'années. Il s'agit de petites et moyennes associations (selon des critères de budget et de nombre de salariés) ayant leur siège social ou au moins deux activités sur le territoire parisien et dans lesquelles ont été interrogés à la fois des salariés et des bénévoles de la structure. Nous développons deux grands axes de réflexion :

- II- Après avoir brièvement montré quelles sont les caractéristiques principales de celles et ceux qui envisagent l'association (loi de 1901 cat.92 et parfois « de fait ») comme espace du politique c'est-à-dire chez ceux ayant un rapport « alternatif »² à la

² Voir premier encadré p.3

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

politique institutionnelle en prolongation des développements de Martine Barthélémy (1994) sur la citoyenneté associative et les différents types de militantisme, nous nous intéresserons aux motivations à l'engagement et plus particulièrement à la recherche de « concordance subjective » (Pleyers, 2016). Nous verrons ainsi comment pour l'individu engagé, l'association devient à la fois un espace de résistance, mais aussi un moyen d'affirmation individuelle de ses capacités politiques pour affirmer une citoyenneté sur mesure.

II - Nous analyserons dans un deuxième temps, la manière dont l'association encourage de le développement d'une politique de l'existence (« life politics » Giddens, 1997), encouragée par une mise en réflexivité permanente de l'individu et sa responsabilisation, mais aussi sur la confortation de « styles de vie » (Juan, 1991). Cette « infra-politique » se terre dans la diffusion des normes, des prises de consciences par les interactions dans les associations venant transformer les pratiques ou routines des alternatifs politiques voire celles de leurs proches.

En définitive, cette communication montre comment la politique de la vie quotidienne et de l'existence – que nous appelons désir de politisation ordinaire – peut devenir un agrégat d'activités et des pratiques par lesquelles les individus peuvent agir et se donner des marges de résistances pour agir sur la vie en société. La démocratie dans ce cadre, ne serait plus tant un « système institutionnel ou un régime de gouvernement » qu'une « forme de vie » (Ferrarese, Laugier, 2015) portée plus individuellement que collectivement, tout en s'inscrivant dans une dimension associationniste.

La communication en dialogue avec un article déjà publié sur la question de la « politique autrement » dans les associations parisiennes se propose de développer surtout les effets sur les styles de vie des alternatifs politiques (part.4). Ces résultats sont-ils pertinents à creuser ? Font-ils échos à une littérature abondante sur le sujet dans le monde associatif, les mouvements sociaux voire l'ESS dans son ensemble ? S'agit-il d'une particularité proprement urbaine ?

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

UNE TYPOLOGIE DES RAPPORTS AU POLITIQUE COMME POINT DE DEPART

La typologie construite sur la base d'une analyse factorielle multiple enrichie par l'analyse du corpus de l'enquête qualitative a permis de mettre en évidence quatre types de rapports au politique : rapport indifférent privé, rapport de proximité et de politisation, rapport distancié et dépolitisé et rapport alternatif politisé.

Le rapport alternatif (type d) est caractérisé par une volonté de faire la politique autrement par l'engagement associatif, et une distance plus ou moins critique avec la politique instituée. Dans ce rapport, les associatifs parisiens conçoivent totalement leur engagement comme participant de leur citoyenneté. Les « alternatifs politiques » ont ainsi un rapport alternatif à la politique.

Le rapport de proximité/politisation (type b) est caractérisé par une forte proximité avec la politique instituée, entretenant un rapport de déférence³ vis-à-vis du politique, ou encore de militantisme politique⁴. C'est notre deuxième type plus largement politisé. Dans ce rapport, les associatifs parisiens conçoivent totalement leur engagement comme participant de leur citoyenneté. Ils ont une volonté plutôt forte de faire porter une voix collective dans l'espace public. Le registre militant prime souvent sur le registre de la sociabilité, aussi bien chez les bénévoles ou les salariés (sentiment de confiance peu développé, interconnaissance faible, pas de contact direct). Ils ont une tendance marquée à se réengager dans des partis politiques ou des dispositifs de démocratie participative (plus rarement dans des collectifs informels ou d'autres associations), pour donner suite à leur engagement associatif ou alors sont déjà militant(s) dans un parti politique en amont de leur implication associative.

Le rapport indifférent privé (type a) est caractérisé par un lien plutôt déférent, voire parfois absent avec la politique instituée. Le lien lui-même avec l'associatif est basé sur un hédonisme personnel. Dans ce rapport, les associatifs parisiens n'ont pas la volonté d'atteindre l'espace public pour faire porter une expression/une revendication particulière. Ils n'ont pas d'intérêt particulier pour la politique partisane ni pour les politiques publiques en général.

Le rapport distancié/dépolitisé (type c) est caractérisé par un fort rejet de la politique dans son ensemble, au profit de la recherche de sociabilités et d'un « altruisme bienveillant » dans le monde associatif. Dans ce rapport, les associatifs parisiens n'ont pas la volonté d'atteindre

³ Tiberj, V. (2017). *Op. cit.* p.256. « Pour eux le vote était un devoir en tant que citoyen, socialisé notamment par l'école et l'armée à l'obéissance et la subordination à la communauté nationale. (...) ils restent plutôt confiants dans la capacité des responsables politiques à prendre les bonnes décisions »

⁴ Monopartisme, adhésion voire engagement partisan à des échelles locales.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

l'espace public pour faire porter une expression/une revendication particulière. Ils n'ont pas d'intérêt pour la politique partisane et peu pour les politiques publiques en général, sauf si elles concernent directement l'objet de leur association. Leur posture vis à vis de la politique partisane est critique et leur sentiment d'écoute des élus est plutôt faible.

1. QUI SONT LES ALTERNATIFS POLITIQUES PARISIENS ?

1.1 DES JEUNES ET DES DIPLOMES

L'analyse conjointe du corpus qualitatif et de l'échantillon quantitatif, nous montre que le rapport alternatif au politique est davantage développé dans les classes d'âges inférieurs (18-39 ans). Si la recherche, réalisée hors d'une perspective longitudinale, ne nous permet pas d'affirmer une hypothèse générationnelle, elle nous conforte toutefois dans un effet d'âge (Muxel, 2011) : Est-ce là une caractéristique attachée aux formes particulières de l'engagement des jeunes à la fois plus protestataires, et plus radicalisées ?

Si l'on regarde le niveau de diplôme de nos alternatifs, il s'agit en grande majorité de diplômés du supérieur ou en phase de l'être. Mais à ce niveau les caractéristiques de la démographie parisienne (et de fait associative) introduisent fortement un biais. Des recherches postérieures (Zanetti, Renault-Tinacci, Cavallaro, 2019) prouvent toutefois que la substitution de la politique instituée par l'engagement associatif chez les plus diplômés se vérifie à d'autres échelles (européenne, française et italienne). Ainsi, il faut rappeler que :

Le nombre d'années d'études est l'un des facteurs les plus importants dans le développement des connaissances que les individus possèdent du monde qui les entoure et donc du monde politique et de leur capacité à y intervenir. Les plus diplômés se montrent aussi plus intéressés par la politique que le reste de la population » (Tiberj, 2017, p.37) et pèse donc sur la capacité à faire de la « politique autrement ».

Si les catégories socio-professionnelles semblent élevées au regard des corrélations construites dans l'enquête quantitative, les entretiens et l'observation participante en association en nuancent les contours : les catégories empruntées à l'INSEE pour la réalisation du questionnaire ne permettent pas de décrire toutes les situations professionnelles complexes dans lesquelles se situent nos alternatifs. Ainsi, si l'on relève plusieurs personnes en cours d'études, ou ayant des emplois à plein temps d'ingénieur, de médecin ou de journaliste, quelques-uns présentent des situations professionnelles plus fluctuantes en mi-temps, tiers-temps (vacataires à l'université

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

et arbitre de foot par exemple) ou alors en situation de création d'association percevant l'assurance chômage.

Les origines sociales, analysée à partir des catégories socio-professionnelles des parents, sont particulièrement hétérogènes chez les alternatifs parisiens. Tant et si bien que l'on ne peut convenir d'une forme de régularité dans le corpus : les alternatifs sont tout aussi bien des filles et fils d'ouvriers, que de cadres moyens ou cadres supérieurs. Seul les enfants d'agriculteurs ne sont pas représentés.

On remarquera enfin que les jeunes femmes sont un peu plus nombreuses à s'inscrire dans ce rapport au politique « alternatif » et n'est sans rappeler « La représentation de l'engagement associatif qui sous-tend les projections enthousiastes de redéploiement des forces productives féminines dans le bénévolat associatif » (Simonet, 2018) échappant dès lors au « plafond de verre » qui bloque les femmes dans l'accès au militantisme politique traditionnel.⁵

Dans notre recherche par ailleurs, la plupart des trajectoires d'engagement associative ne dépendaient ni d'héritage associatif familiaux, ni de trajectoire politique antérieure. On peut donc conclure rapidement que l'entrée dans l'association n'est pas (ou peu), prescrite par la reproduction des normes ou de pratiques politiques (ou d'engagement), issue de socialisation antérieure (notamment primaire, c'est-à-dire dans les années jeunesse) et que les trajectoires semblent a priori et originellement plutôt dépolitisée.

2. LA POLITIQUE ASSOCIATIVE A PARTIR DE SOI ET LA FORMATION D'UNE CITOYENNETE ORDINAIRE ET SUR MESURE

Si pour l'ensemble des individus inscrits dans les différents types de rapport au politique présentés en encadré, on relève assez classiquement des « motivations pour autrui », avec notamment la place de la recherche d'utilité des acteurs, qui confirme à la fois la montée des engagements pragmatiques (nécessité d'un engagement efficace, concret, rapide) et des « motivations pour soi » (tremplin professionnel, développement des compétences), les alternatifs se distinguent sous deux angles : la recherche de « concordance subjective » et la formation d'une citoyenneté ordinaire et sur mesure.

⁵ Sophie Rétif (2013) rappelle à ce titre, que le monde associatif n'est pas exempté de la reproduction des assignations de genre dans la prise de décision ou encore dans les trajectoires d'engagements traditionnelles.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

La dimension quotidienne et de proximité entre soi et le « le changement que l'on veut voir dans le monde » apparaît comme essentiel. L'engagement associatif devient donc le support d'une mise en relation entre l'ordinaire, les convictions personnelles, et un projet de transformation sociale. Ce résultat nous a conduit, a posteriori, à nous rapprocher de la notion de concordance subjective développée par G. Pleyers (2016) concernant les jeunes alteractivistes⁶. La volonté de mettre en application un projet en adéquation avec des valeurs/des convictions s'attache au caractère plus pragmatique de l'engagement, mais aussi plus ordinaire, en visant non pas un seul objet spécifique, mais à toutes les dimensions nécessaires à la formulation d'une autre voie d'existence alternative pour les associatifs « alternatifs ». Il s'agit ainsi de prendre part à des associations dont le projet associatif est « large » capable de rendre compte d'une visée de transformation de la société alliant les dimensions de justice sociale, de démocratie, de lutte pour l'environnement et de manière générale pour une « vie bonne ».

Une volonté d'affirmation du « sujet » politique est perceptible dans les représentations sociales sur la citoyenneté analysée chez les acteurs : chez les alternatifs on peut parler d'une citoyenneté en substitution (Renault-Tinacci, 2018) dans laquelle la citoyenneté politique et la citoyenneté civique/associative (alternative ou de substitution) se relie, au point de ne plus former qu'un même acte d'engagement. La politique partisane est vue comme l'entretien d'une passivité individuelle, non conflictuelle ou non efficiente, et ne participant pas d'une transformation sociale. Les institutions représentatives de la politique traditionnelle sont totalement détachées en ce sens, du sens véritable de la « citoyenneté politique » selon les associatifs alternatifs politiques.

Pour Jean Christophe, 28 ans, fondateur de l'association CPC, les discours institutionnels prônant la citoyenneté, font perdre au concept toute dimension et profondeur. Le fonctionnement actuel du système politique, entraîne la citoyenneté dans des conceptions apolitiques qui lui retirent toute sa conflictualité.

“Ça ne veut plus rien dire dans la merde dans laquelle il est utilisé. Clairement avec les pouvoirs publics, oui”.

Si le terme est ici rejeté avec force par JC c'est parce qu'il s'apparente tout d'abord à une injonction d'« obéissance aux institutions », mais aussi une façade démocratique mise en place

⁶ « Les alteractivistes trouvent le sens et les ressources de leur engagement, bien plus que dans les organisations militantes, la lutte contre un adversaire, les manifestes annonçant des « lendemains qui chantent » ou même l'impact de leur action dans la société ».

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

par les pouvoirs publics pour susciter l'adhésion, sans pour autant s'ouvrir aux « citoyens » sur une véritable participation politique et démocratique.

On dégage deux sous-représentations dans la citoyenneté de substitution : une représentation relevant d'une communauté d'appartenance choisie (identification volontaire à une communauté politique), et une représentation de la citoyenneté de substitution comme relevant de sa propre autonomie et valorisant un détachement de toute logique collective ou communautaire.

Dans le cas de la première sous-représentation, la citoyenneté peut se faire hors de la stricte nationalité ou appartenance à une communauté nationale ou juridique associée généralement au droit de vote, appartenance qui serait finalement donnée. La participation à la communauté politique relève donc d'un choix (je choisis la communauté politique à laquelle je veux appartenir). M., 25 ans, ingénieure en fin d'études ; bénévole à la COY11, affirme ainsi : *“Chacun est citoyen de quelque chose. Il peut choisir son propre référentiel, son groupe”*

Dans la deuxième sous-représentation, la citoyenneté constitue le moyen de se réapproprier la complexité du monde, hors des institutions et des communautés de rattachement.

B., 35 ans, community organizer chez Passeport Avenir, *« C'est la citoyenneté du 21ème siècle. Ce 21ème siècle où on ne veut pas choisir d'être blanc ou noir, d'être de gauche ou de droite, d'être binaire en fait : je suis cela ou non. Il faut déconstruire tous les cas pour reconstruire, dans d'autres complexités de vie »*

C'est dans une perspective constructiviste que se fait l'affirmation singulière de l'individu dans l'espace public. Les enquêtés ont en ce sens la volonté de refuser tout système de sens préconstruit. Ils souhaitent piocher ou bricoler des idées ou des idéologies au gré de leurs expériences, tout en soulignant l'originalité de ces dernières

Dans les deux cas, ce positionnement rappelle à bien des égards le phénomène d'identisation mis en avant par Pierre Tap (1980), qui rend compte de processus d'autonomisation et de séparation avec les systèmes d'appartenances originels. L'espace de l'engagement devient en ce sens un espace qui permet de développer de nouveaux cadres de singularisation pour l'individu en dehors des espaces normatifs et des assignations identitaires qu'ils contiennent développant ainsi les possibilités de contribution à l'espace démocratique (Zask, 2011). On retrouve ici aisément la figure de 'l'esthète individualiste' qualifié par Irène Pereira (2013), où l'engagement devient *« un acte de résistance individuelle qui a pour finalité l'affirmation de soi »*, et dans lequel l'individu s'affranchit des normes sociales portant atteinte à sa singularité.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

En d'autres termes, il est bien ici question de processus de subjectivation (Pleyers, 2016)⁷ dans lequel l'association devient le moyen – si ce n'est le principal – du déploiement de ce processus.

3. POLITIQUE DE L'ASSOCIATION, POLITIQUE DE L'ALTERNATIF POLITIQUE : QUELLE ADEQUATION ?

Une lecture exclusivement microsociale ne permet pas de comprendre ce fait l'engagement des alternatifs politiques au monde associatif. S'il coexiste au sein d'un même association différents types de rapport au politique, on observe des formes d'homophilie importante (Eloire, 2014) : les alternatifs se regroupent ainsi dans des structures relativement récentes et présentent des caractéristiques sociales similaires. Deux perspectives retiennent dès lors notre attention : les modèles organisationnels et démocratiques vers lesquels se tournent les alternatifs politiques et enfin la manière dont se conjuguent « la politique à soi » et la politique en général au sein de l'association. Ces modalités dans l'art de s'associer sont autant d'explications du refus des alternatifs politiques de se satisfaire des structures plus anciennes, importantes, ou fédérales qui écrasent l'individualité et qui les encouragent à entrer dans des associations plus petites, plus récentes et plus conformes à leurs attentes ou alors à en créer de nouvelles sur mesure⁸.

3.1 CHOISIR SES MODELES DE DEMOCRATIE

L'exigence démocratique des alternatifs est à la fois au cœur des griefs portés contre la politique instituée mais aussi essentielle dans le choix ou la création des structures associatives. Nos alternatifs politiques remettent ainsi en cause le fonctionnement par délégation ordinaire et la passivité qui en découle, lorsqu'il s'agit de penser l'exercice de leur citoyenneté. Il en va de même dans l'idéal démocratique qu'ils tentent/souhaitent mettre en œuvre, dans leurs associations. Les notions comme celles de totalité, de majorité, sont abandonnées au profit de la reconnaissance des divergences voire même de l'ouverture à la conflictualité non partisane. Les références personnelles et les expérimentations se tournent vers une démocratie plus délibérative, participative voire même, liquide (Green-Armytage, 2010). La démocratie ou la réflexion à l'égard de la démocratie, dans nos jeunes associations ne constitue ainsi plus une variable d'ajustement de la gouvernance associative : elle participe au même titre que la

⁷ « Entendu comme la construction de soi d'un individu en tant qu'être singulier mu par la volonté de penser et d'agir par soi-même, de construire sa propre existence sans que cela lui soit imposé par la tradition, par la société ou par les règles de la vie collective »

⁸ Cette analyse fera l'objet d'un autre article.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

cause/le projet défendu à la reformulation d'un projet de société. Cet « idéalisme pragmatique » (Ion, 2017, p.77), nous avons tenté de le décrire par le passage - justement - de l'idéal démocratique individuel, aux modalités pratiques de l'expression de cet idéal. Qu'est-ce que le passage de l'un à l'autre formule finalement en termes d'expérimentations démocratiques collectives ? Et surtout comment ces expérimentations, répondent à l'individualisation des processus d'engagement ?

L'horizontalité est à la bouche de l'ensemble de nos « alternatifs politiques », lorsqu'on les interroge sur leur modèle de fonctionnement démocratique, idéal au sein de leur association. Ada Reichhart (2017) définit le terme horizontalité comme l'absence de hiérarchie. En d'autres termes, il s'agit de gouverner un collectif, en l'absence de tout spectre de pouvoir. Le refus de la délégation ou sa limitation, l'égalité réelle dans la décision et l'initiative, le principe d'inclusion, y sont largement présents et présentés. L'horizontalité apparaît alors comme une solution miracle, à la fois individuelle et collective, aux déshérences des voies politiques syndicales, partisans et même à celles de la démocratie participative institutionnalisée au sein du monde associatif. Il n'a pas été rare au cours de notre recherche de rencontrer notamment dans les associations les plus récentes, des modes de prise de décision par consensus (CPC, Curry Vavart, COY 11), une participation décentralisée (Pleyers, 2009) avec des organisations par commissions ou par projets (COY11, CPC, Curry Vavart, Biocycle). Les formats de leadership sont dérangeants et soulignés ou même par les salariés. L'autonomie d'action des individus est particulièrement souhaitable. Mais au-delà des formes d'expérimentation concrète, de nombreux appels à des formes neuves de démocratie, sont ainsi recensés dans le discours de nos enquêtés, c'est-à-dire de manière individuelle, telles que des mentions à la démocratie directe ou encore des formes hybrides comme la sociocratie ou la démocratie liquide. Ils sont par ailleurs souvent associés à des imaginaires particuliers.

Dans le cas de la démocratie directe, ce sont les références classiques à la démocratie athénienne qui sont évoquées, en convoquant pour les plus aguerris le principe d'autogestion qui en découle (référence à mai 68 ou encore à la Commune de Paris). Sont conviés en ce sens les modèles utilisés dans les nouveaux mouvements sociaux comme Nuit debout (qui se déroulait au moment de l'enquête). La démocratie directe, correspond à ce que « la démocratie devrait être » c'est-à-dire l'exercice d'une démocratie dans laquelle le demos exerce un pouvoir direct, sans figure médiatrice ou délégatrice vis-à-vis de la décision publique. Les modalités de sa mise en place peuvent passer par exemple par le mandat impératif, ou encore des référendums d'initiatives populaires. La démocratie directe est considérée comme peu envisageable à l'échelle de l'État-nation (du fait de sa taille) mais reste présente dans les imaginaires contemporains, comme forme « pure » : elle reste un idéal à atteindre. Les mouvements des

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

places sont convoqués à plusieurs reprises par nos enquêtés, et font même l'objet de débat lors de focus group. Ils sont souvent dans la presque, quasi-totalité des cas, associés à une idée de démocratie directe. En effet, la recherche de démocratie réelle, est partie intégrante de la contestation politique de ces mouvements (Gaboriaux, 2013) et l'utilisation d'outils propres à la démocratie directe tels que les assemblées, les tirages au sort. Évidemment la référence la plus importante concerne, "Nuit Debout", qui se tient au même moment place de la République à Paris. De nombreuses associations que nous avons rencontrées y participent parfois collectivement. Toutefois la plupart du temps, parmi les structures rencontrées ou suivies, la décision revient à l'individu membre. Si sa décision n'admet pas l'inclusion de l'association dans le mouvement social, l'individu peut tenter de convaincre les autres membres de l'accompagner. Dans le cas de la sociocratie, le modèle exposé est à chaque fois celui du mouvement des Colibris, particulièrement présent sur le territoire parisien, qui semble se diffuser, d'un point de vue philosophique notamment. En effet si de nombreux enquêtés y font référence, les associations dans lesquelles ces derniers s'engagent, le mettent très peu en place. De manière générale, les associations qui accueillent les alternatifs politiques être en mesure de permettre à l'individu de contribuer librement et de ne pas l'enserrer de manière trop institutionnalisée. L'organisation renversant l'appareil du militant vers le collectif (Thoury, 2017), se concentre sur l'individu et ce dans deux dimensions distinctes : à la fois par une organisation ouverte à l'initiative individuelle et à son déploiement et enfin par la liberté de fonction et de place qu'elle lui permet dans l'informalisation.

3.2 DE L'HYBRIDATION POLITIQUE

De manière générale, les membres associatifs alternatifs présentent leur association paradoxalement comme "apolitique". Cette labellisation du discours par le terme "apolitique" désigne chez eux le fait de ne pas s'afficher de manière publique d'un côté ou de l'autre de l'échiquier politique institutionnel. Le fondateur de Biocycle explique :

« Dans la démarche, on est apolitique, chaque individu est indépendant (...) le but c'est d'orienter notre propre politique qui est hors de tout mouvement. Il y a une neutralité à avoir »

Ces associations affichent par ailleurs une communication peu revendicative, et ne mettant jamais en cause explicitement un acteur, qu'il soit public en privé. Si on peut affirmer que cette labellisation tient d'une volonté « *de ne pas effrayer le public potentiel et les subventionneurs publics français ou privés* » (Hamidi, 2010), elle tient aussi d'une véritable prise de position vis-à-vis des acteurs de la politique institutionnelle, mais aussi des individus qui composent le collectif.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Tout d'abord, l'association en tant que collectif, ayant une visibilité dans l'espace public y trouve aussi son compte, en se détachant des partis, des syndicats voire même des mouvements sociaux (en tant que groupe social), elle ne se soumet pas à une logique idéologique, qui la contraindrait dans ses actions, recrutement et formes d'innovations. Chez certains le détachement à l'égard de la politique est total. Les prises de position à l'égard des faits, comme la désignation d'ennemi ne se fait pas (ou très rarement) de manière frontale, ou non pacifiée. Cela rend possible ainsi l'accueil au sein du collectif d'une hétérogénéité de profils et de convictions (Sommier, 2003). En effet, la revendication d'apolitisme, permet à l'individu de se rattacher de manière « indépendante » à l'association, en mettant en place une signification politique qui lui est propre, l'association en devenant alors le réceptacle.

La conception classique du projet associatif, consistait à lui attacher l'adhésion pleine et entière de l'individu. Le projet constituait le cadre démocratique, et l'orientation plus ou moins spécifique de la logique d'action collective. Il s'agissait « de tuer dans l'œuf les conflits potentiels » et de se retrouver en harmonie avec des personnes qui pensent comme nous et nous ressemblent. Or ici, il y a moins concordance que projection singulière du politique dans nos jeunes associations d'alternatifs suivies. Partager une même défiance à l'égard de la politique instituée et ce même besoin d'agir en politique, n'entraîne pas de fait un accord sur la manière dont il faut faire ce politique. La direction du projet politique doit être suffisamment large pour accueillir les demandes de chacun sans trop orienter, sans trop préciser, et surtout sans s'appuyer sur des opinions particularistes (groupe), ou des opinions personnelles (individus). Ainsi, N., coordinateur bénévole des Incroyables comestibles nous explique :

« Oui, mais ma parole ne dépend que de moi en fait, il y aura des personnes qui ne seront pas d'accord...je dis que c'est N. qui parle ! Oui, mais pour en avoir parlé avec d'autres personnes, on n'était pas forcément sur la même longueur d'onde politiquement parlant. »

De la même façon parler au nom de l'association ou du mouvement - comme nous l'avons vu supra - n'est pas préconisé. Dans ce sens et pour ces raisons, toute forme de représentation doit être évitée, pas plus la représentation partisane que la représentation d'une minorité (ethnique ou à l'origine d'un stigmaté). Le « parler au nom de » est ainsi proscrit. Toutefois cette personnalisation de la participation n'entraîne pas de tabous ou d'évitement, lors des discussions formelles ou informelles, des positions politiques ou des convictions idéologiques de l'individu. Son rapport au monde, à la société peut être ouvertement remis en question et discuté puisque les associations ont en commun de remettre en question le modèle de société actuel (logiques néo-libérales, recul de la protection et de la solidarité sociale ect.).

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Le plus étonnant, concernant cette personnalisation de la participation, est la façon de définir le collectif. Pour ce faire nous utilisons l'analyse du positionnement des différents membres des associations suivies dans leur réponse à la question : *Quel est selon vous le rôle de votre association/collectif ?* Évidemment pour déclamer la « version officielle » de l'association, les membres vont répondre de manière complémentaire, en mettant en commun leurs connaissances de la ligne directrice de l'association. Et les membres des associations prendront ainsi plus ou moins de distance, avec l'objectif officiel de l'association. Un membre de la COY indique :

« En fait comme dans beaucoup de mouvements les gens sont d'accord pour faire un truc en commun, mais il ne faut pas qu'ils discutent sur l'objet commun (...) Mais s'il fallait nommer le truc, ils se battraient bien plus ».

Dans ce cadre, l'association devient « un corps vide » qui a « une ossature », mais qui reste dépendante du mouvement des personnes et de leur différenciation. Au sein de la COY, on explique que l'on peut se retrouver dans l'association parce qu'elle est polymorphe avec « une partie militante, une partie moins militante », où l'individu peut piocher du plus ou moins politique en fonction de ses affinités. En d'autres termes, l'engagement politique ici n'engendre pas de sortie de soi ou de remise de soi, comme ce peut être le cas dans un parti ou un syndicat (Pleyers, 2016)⁹

4. LES EFFETS DE LA POLITIQUE AUTREMENT ASSOCIATIVE : ACTION PROTESTATAIRE OU ACTION INFRAPOLITIQUE ?

Quel « continuum de la participation » (Fillieule, 1997) chez nos alternatifs politiques ? L'engagement associatif constitue-t-il un « repli associatif » (Hamidi, 2010)? Nous choisissons ici de présenter deux résultats de notre recherche : la poursuite des trajectoires d'engagement dans des actions politiques relevant d'un répertoire plus « classique » (Tilly, 1986) et le développement d'une lutte politique à bas-bruit, l'infra politique (Scott, 2006) des modes de vie.

4.1 DES TRAJECTOIRES D'ENGAGEMENT A L'ECART DE LA POLITIQUE INSTITUEE: REPLI OU CONTINUUM DANS LA PARTICIPATION ?

⁹ Chez certains auteurs pourtant, cette cohérence idéologique moindre entre les différentes singularités fragilise le projet politique de l'association par son « atomisation » (Barthélémy, 2001, p.241 ; p.249), comme la formation et la sensibilisation des militants de demain.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Il n'est pas chose aisée d'isoler les effets de l'appartenance associative, sur les trajectoires individuelles d'engagement et plus encore lorsque ces dernières ne sont pas traitées de manière longitudinale. C'est encore plus compliqué sur notre terrain, dans lequel une très grande majorité d'enquêtés, s'ils n'ont eu d'expériences directement inscrites dans le champ de la politique instituée, ont une trajectoire qui multiplie les expériences et les degrés de socialisation, qui peuvent chacune expliquer, au moins partiellement le devenir d'une carrière militante, tout du moins d'une carrière politique ordinaire. Usuellement, l'engagement associatif peut aboutir d'une part à un engagement politique (au sens partisan), ou alors à un repli strict vers un engagement associatif, entendu comme un substitut au monde politique traditionnel (Hamidi, 2010).

Pour les alternatifs, on observe que la trajectoire d'engagement se réalise à l'écart de la politique instituée. Ainsi, ces derniers auront une tendance plus marquée à se réengager dans des collectifs informels, des mouvements citoyens ou de persévérer dans une carrière militante exclusivement associative. L'expérience associative entraîne dans ce cas, une défiance renforcée à l'égard des institutions politiques traditionnelles notamment lorsqu'elle est partagée au sein du collectif. Un phénomène largement observé au sein de l'association CPC et que relève aussi le fondateur : « *Alors ça que je sache, non ! Si c'est un peu en doute vis-à-vis des syndicats et des partis politiques, quand tu ressors de cap ou pas cap, tu as plus de doutes. Vraiment !* ». Les bénévoles complètent le propos lors du focus group par un lapsus quelque peu révélateur :

« Je ne pense pas. Ça a peut-être donné envie de s'intégrer dans d'autres asso, de continuer à participer toujours à la vie de la cité, donc je ne suis pas sûr qu'il y ait eu des gens qui soient partis militer dans un autre parti politique, enfin, dans un parti politique quoi. (Rires) ».

Il n'est pas rare parmi nos alternatifs de rencontrer des membres qui souhaitent au contraire se réengager dans des associations ayant « un spectre plus large » ou encore de multiplier en simultané ou non les expériences d'engagement pour avoir un impact sur « tout ce qui fait la société d'aujourd'hui ».

L'engagement associatif aboutit dans certains cas à une diversification des formes d'engagement, étoffée par un répertoire d'actions collectives non-conventionnelles, qu'elles soient collectives (désobéissance civile, manifestations, sit-in) ou individuelles (participation sur les réseaux sociaux). Ainsi chez Bénénova ou Curry Vavart, certains membres vont participer à des manifestations. L'association leur permet souvent en ce sens, d'avoir accès à des informations nécessaires à cette participation politique. Dans l'association de V., on va

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

plutôt chercher à occuper les places dans la droite lignée du mouvement Occupy, association d'action sociale ayant de nombreux liens avec les pouvoirs publics. Pour la COY, c'est surtout l'ensemble des formes de désobéissance civile sur les modèles des luttes altermondialistes (Attac) « il y a eu des actions autour de la COP, il y avait eu les lignes rouges ce genre de chose sinon aller à Notre Dame des Landes, ce genre de chose quoi ». Nous ne pouvons conclure à « une hypothèse du repli sur l'associatif » (Hamidi, 2010) mais plutôt à un continuum de la participation développée strictement hors de la sphère de la politique instituée. Après avoir constaté que l'association avait comme effet(s) pour nos alternatifs politiques de revaloriser/réaffirmer pour nos individus un rôle et des compétences politiques, de permettre aux individus la construction d'une politique sur mesure, et que dans le même temps elle conduisait au renforcement d'une trajectoire d'engagement hors de la politique instituée, nous nous sommes intéressés à l'un des aspect fortement mis en relief par notre terrain : les effets de la participation associative sur les styles de vie.

4.2 L'INFRA-POLITIQUES DES STYLES DE VIE OU COMMENT L'ASSOCIATION PARTICIPE D'UNE PERSONNALISATION DE LA POLITIQUE

Nous définissons ici les styles de de vie comme : « *une forme d'expression politique à part entière, pour certains segments de la population. Ils peuvent incarner des convictions, des choix, des rêves, des espoirs politiques, dans la lignée d'une réorientation de l'engagement politique vers l'action "directe", pragmatique.* » (Faburel, 2015) à partir d'une lecture compréhensive individuelle. Dès lors, l'analyse empirique des styles de vie, désigne les transformations dans les choix de consommation, les modes de déplacement, les comportements vis-à-vis de l'environnement, et les valeurs rattachées. Cette transformation des modes de vie est, par comparaison aux autres types, l'apanage des alternatifs politiques comme le montre le tableau ci-dessous.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Fréquence de perception des effets sur les styles de vie (en %)

| | Vrai /Plutôt vrai | Plutôt faux /Faux |
|--------|-------------------|-------------------|
| Type A | 16,9% | 83,1% |
| Type B | 53,1% | 46,9% |
| Type C | 37,3% | 62,7% |
| Type D | 61,5% | 38,5% |
| Total | 48,3% | 51,7% |

$\chi^2=59,0$ $ddl=3$ $p=0,001$ (Très significatif) V de Cramer=0,295 (relation moyenne voire forte) Redressement : Redressement1 (Total et % calculés sur effectifs redressés non arrondis)

Lecture : Les cases vertes indiquent un PEM local supérieur à 10 et les cases bleues indiquent un PEM local négatif inférieur à -20

Source : Enquête Pourquoi et comment s'implique-t-on dans une association à Paris ? 2017- Mathilde Renault Tinacci-Mairie de Paris/CERLIS-CNRS

La transformation des pratiques exprimée par nos enquêtés alternatifs politiques, concerne avant tout les dimensions de la consommation, qu'il s'agisse de dépenses contraintes ou non, et qui ont une dimension ordinaire et répétitive. Que cela soit dans des associations dont les thématiques sont plus ou moins larges, les nouvelles pratiques des acteurs vont intégrer les dimensions de respect de l'environnement, de justice sociale ou encore de mise à distance plus générale, du capitalisme spéculatif boursier. Quentin, membre bénévole du collègue administrateur de CPC, ami de Jean-Christophe le fondateur nous explique en ce sens :

« Mais on va dire tout ce qui est geste du quotidien, ce genre de trucs, je ne faisais pas gaffe avant, j'en suis d'autant plus sensibilisé avec l'asso. Alors que pourtant l'asso n'était pas clairement créée dans un but écolo, c'est progressivement avec l'apport de nouveaux membres qu'on a un peu cette dimension environnementale (...) On était sur l'alimentation/agriculture et bon je pense que ce n'était pas si anodin que ça, aujourd'hui j'ai 6 pieds de tomates (...) je n'étais pas du tout, du tout sensible avant, mais alors pas du tout, du tout avant. Si je me suis installé, enfin si je suis resté à l'association c'est pour ça ».

Pour Sébastien, fondateur de Ressources Alternatives qui relate les multiples transformations qui ont eu cours depuis la création de son association. Il a ainsi changé de banque, passant d'une banque, la Société Générale, à l'historique capitaliste, à une banque coopérative et inscrite dans l'histoire de l'économie sociale et solidaire pour son « argent échappe aux paradis fiscaux », quitter EDF, fournisseur historique français d'électricité de 1946

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

jusqu'à son entrée en concurrence en 2004 pour Enercoop (« l'énergie militante »), adhérer à une AMAP pour changer de modèle d'alimentation etc. La quasi-totalité de nos enquêtés alternatifs politiques, admettent en ce sens avoir vu leur « comportement changer » et leurs pratiques quotidiennes se transformer, par suite de leur engagement associatif. Mais cette nouvelle responsabilité individualisée des démarches de consommation (Dobré, Juan, 2009), n'a pas seulement des effets individuels.

Car les alternatifs politiques ne cherchent pas seulement à se transformer eux-mêmes, mais tout aussi bien à influencer voire modifier les pratiques d'autrui. On peut distinguer trois volontés idéales-typiques, relevant d'une exigence instituante, chez nos enquêtés à des niveaux divers, via ces nouvelles pratiques et leur potentielle contamination : l'individu exemplaire ou modèle, l'individu sensibilisant, l'individu dérangeant. Ces trois types idéaux, participent de ce que nous appelons l'individu instituante. C'est-à-dire une personne, qui constate une discordance entre les valeurs qu'il défend (démocratie, justice sociale, respect du bien commun) et la réalité. L'écart est si considérable, qu'il tend à agir pour le réduire à la fois vis-à-vis de lui-même (concordance subjective) et du monde. Aussi, les liens entre les petits gestes du quotidien et la politique, exprimés plus largement dans une dimension de consommation, plus facilement atteignable à des niveaux individuels, ont été largement analysés dans la littérature sociologique. On peut ainsi lire que l'Etat construit des « injonctions à se comporter de telle ou telle façon » pour rejeter enfin « sur le consommateur la responsabilité de ses actes » (Garabuau-Moussaoui, 2010). Les auteurs expriment en ce sens une interrogation que nous reprenons à notre compte : peut-il s'agir en l'occurrence d'une véritable démarche de résistance politisée ?

Dans notre premier idéal type, l'*individu modèle* cherche à se constituer en « acteur-exemple », étant donné son engagement associatif et le modelage de ses pratiques quotidiennes. Il cherche à transformer les normes de vie sociale par l'exemplarité de ses actes. Pour autant, il ne porte pas pour un autant un discours « vers l'extérieur », n'engage pas forcément de débat sur des sujets qui lui portent à cœur, même avec ses cercles de sociabilités les plus proches. Comme nous le dit Margaux, bénévole organisatrice à la COY :

« J'ai passé deux semaines en province et ça m'a marqué [juste après la COY]. Je suis rentrée deux semaines chez moi [chez ses parents], et mes potes de là-bas m'ont traité de parisienne. Et ce n'est pas grave en soi. Mais je me suis demandée mais pourquoi ils disent ça ? En mode, il y a un fossé qui s'est creusé entre eux et moi (...) Et pareil je leur dis ; je ne suis pas écolo. Au contraire j'essaye. Parce que j'ai pu prendre des habitudes toutes simples que j'ai vues ici comme la gourde. [Elle montre] Et pour moi c'est devenu un truc normal, mais ils se foutent

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

de moi. Y a 6 mois encore ce n'était pas normal pour (...) et je me suis rendue compte qu'on pouvait pas mettre des trucs dans la tête des gens comme ça ».

Ses pratiques peu acceptées dans son milieu d'origine, vont ainsi servir de modèle, sans même qu'elle cherche à se défaire de l'étiquette « écologiste » ou « bobo », qu'on lui renvoie. Pour autant, elle ne va pas chercher à convaincre, ni à transformer ses interlocuteurs.

Dans notre deuxième idéal type, l'*individu sensibilisant*, l'acteur dépasse le seul cadre du modèle, pour sensibiliser et tenter d'avoir un impact vertueux, sur son cercle de sociabilités proches surtout. L'individu tente de mettre en place à l'égard de ses proches, des pratiques de gradation allant d'une participation relative à ses activités associatives, ou à une transformation des rites sociaux de consommation : Clément salarié à l'époque de la recherche chez CPC pousse ainsi ses amis à voter ou supporter financièrement les campagnes de l'association. Paul, pour sa part, transforme ses cadeaux d'anniversaire(s) en campagne de Crowdfunding pour éviter une surconsommation inutile, et faire porter indirectement à ses proches des projets qui lui tiennent à cœur. Par ailleurs, il utilise massivement les réseaux sociaux pour diffuser des contenus sensibilisants. Cette sensibilisation peut parfois conduire à des engagements associatifs des proches ou des connaissances, dans l'association, de manière ponctuelle ou parfois de longue durée.

A l'inverse de notre troisième idéal type, les acteurs inscrits dans ces dynamiques ne sont pas dans une logique conflictuelle ou de recherche de prise de conscience politique (au sens d'une nécessité d'action en vue d'une transformation sociale nécessaire pour l'amélioration de la société), chez leurs proches ou leurs connaissances. Dans notre troisième idéal-type, l'*individu dérangeant*, la mise en débat, la recherche d'une réflexion critique chez les interlocuteurs est stimulée. Sébastien, fondateur de Ressources Alternatives nous décrit ainsi sa posture :

« Parce que dans tout, je milite pour ça, aussi bien dans le cadre de l'association qu'au quotidien, quand je mange avec des amis, quand je vois ma famille (...) J'ai un oncle qui est cadre à la Société générale alors je te laisse imaginer les débats, quand on commence à parler du fait que, j'ai quitté la Société générale pour aller au Crédit Coopératif et que mon but soit d'aller à la NEF, quand ils auront un compte courant. Parler des dégâts de la société de consommation...ça fait partie des discussions fréquentes dans les repas de famille, dans les soirées avec les potes (...) j'ai réussi à en convaincre certains d'adhérer à une AMAP ».

Cette posture est plus généralement répandue parmi nos enquêtés alternatifs politiques, qui sont les fondateurs de leur association.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Mais qu'est-ce qu'ont en commun ces idéaux-types qui mérite d'être relevé ? Tout d'abord les dimensions abordées dans leur lutte quotidienne – environnement (amélioration par des pratiques individuelles comme le tri sélectif, la consommation zéro déchet ou sans emballage, la consommation de produits issus de circuit court, la lutte pour plus d'engagement des citoyens devenus passifs (sensibilisation sur les réseaux sociaux et le bouche à oreille) et enfin plus de justice sociale (changement de banque, circuit court privilégié pour les agriculteurs, faire fonctionner des associations d'insertion plutôt que des entreprises à but lucratif pour des prestations de services). On observe par ailleurs une volonté réflexive des acteurs de se tenir à l'écart des pratiques de « masse », et d'adopter un positionnement plus largement individuel. Les acteurs soulignent toutefois un manque dans la transformation de ces modes de vie. Margaux, bénévole à la COY relève en ce sens « *Moi je m'engage par ci, par-là dans des projets [mouvement ou vie associative] mais je sais qu'il me manque quelque chose, et je ne sais pas ce que c'est. Du coup, je ne peux pas le transmettre [à d'autres]* ».

Le fondateur de CPC admet que son engagement et la volonté politique qu'il avait placés dans la création de son association malgré les changements entraînés, n'a pas eu une portée politique à la mesure de la volonté de ce dernier. Si l'association lui a permis d'accéder à une place sociale et à une reconnaissance de la dimension politique de son action, de transformer son quotidien, ce n'est pas pour autant qu'il a pu accéder à une transformation globale, du système néo-libéral qu'il convoitait, notamment dans la mise en place plus générale et culturellement partagé, d'un « mouvement des alternatives ». On conclura alors sur deux points : le premier est le constat selon lequel la participation associative transforme effectivement des pratiques effectives, des « styles de vie » relevant de la sphère privée, et qui projette en elle pourtant un sens politique. Second point, nos enquêtés ont le sentiment de participer à un changement social à partir d'eux-mêmes qui s'incarne localement et quotidiennement. Enfin, ces changements à partir de soi et sur soi atteignent rarement « le grand monde ». Cette désillusion est davantage marquée parmi ceux qui ont tenté d'avoir un impact direct dans leurs différents réseaux de sociabilités. L'analyse de ces formes d'infra-politiques, interprétée comme l'ouverture de nouveaux espaces politiques, nous a permis de revisiter la définition même de ce que peut constituer pour nos alternatifs le politique, ordinaire, à portée d'association.

CONCLUSION

Cette communication nous a permis de montrer comment l'engagement associatif apparaît comme une alternative politique à la politique voire même une voie pouvant influencer ou renouveler la politique partisane. Il y a effectivement un déplacement du politique, hors de la

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

politique traditionnelle tout du moins chez une population urbaine, jeune et diplômée. Ce déplacement entraîne une redéfinition de ce qu'est la politique, au travers de grands paradigmes descriptifs : l'ordinaire et la personnalisation du politique. L'association dans ce cadre devient un réceptacle d'une « politique et citoyenneté sur mesure », appuyée sur une socialisation choisie parfois multi-positionnelle. Le politique se fait en dehors du monde institutionnel allant de l'action la plus individuelle (routines, consommation, habitudes voire boycott) à la plus collective (débat dans l'association, sitting, participation à des manifestations via l'association) sans que cela ne recouvre le militantisme institutionnel partisan ou la participation électorale. L'association fournit en ce sens un éventail de possibilités permettant à l'individu de « piocher », ou encore d'« hybrider » des horizons de sens, de valeurs, d'opinions selon sa singularité et sa *DIY politics* (Dufour, Bherer, Allison, 2015) notamment en leur fournissant un environnement de confiance qui leur permet de faire des choix en s'extirpant des normes classiques, « des modes de vie » cette fois présents dans leur milieu de socialisation primaire respectif ou encore les milieux qu'ils ont l'habitude de fréquenter).

Les conflits de schèmes (Kaufmann, 2001) engendrés par la multiplication des arènes de socialisation notamment au travers du vécu collectif associatif, peuvent par ailleurs amener au développement d'une réflexivité plus grande de l'individu associé et viendront renforcer la transformation des habitudes, du vécu quotidien. Ils participent se faisant d'un processus d'autodétermination politique de l'individu dans son rapport au monde. Les risques qui pèsent sur les sociétés contemporaines sont appropriés par les alternatifs politiques au point de constituer un programme d'habitudes de vie, et d'engagements sous des formes non-conventionnelles. Les associations donnent finalement à ce associatifs parisiens la possibilité ou plutôt le sentiment de se prévaloir de l'imposition illégitime d'effets secondaires des institutions (état, entreprise, gouvernement), sur leurs conditions de vie en société. Ils deviennent peu à peu des experts de leur propre vie quotidienne, maîtrisant les conséquences de ce à quoi chacun de leur geste peut aboutir, et dans des dimensions aussi bien environnementales, qu'économiques ou sociales.

Cela nous semble rendre compte de la montée du *désir de politisation ordinaire*. Le concept de *désir de politisation ordinaire*, rend compte de la montée d'une politique personnalisée, ordinaire et existentielle dans le monde occidental contemporain dans une perspective de transformation générationnelle. Le désir de politisation ordinaire désigne finalement un processus historique de réappropriation du politique par les individus qui se chargent d'assumer les manquements des institutions traditionnelles de la politique notamment par la prise en charge ordinaire des dysfonctions sociales et environnementales par leurs « styles de vie » et ce dans toutes les dimensions économiques, productives et sociales de la société.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Bibliographie :

- Barthélémy, M. (1994). *Le militantisme associatif*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Barthélémy, M. (2000). *Associations : un nouvel âge de la participation ?*. Paris: Presses de Sciences Po
- Bréchon, P. (2006). *Comportements et attitudes politiques*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- De Singly, F. (2010). *Les uns avec les autres. Quand l'individualisme crée du lien*. Paris : Pluriel
- Dobré M., Juan S. 2009, (dir.), *Consommer autrement – La réforme écologique des modes de vie*,
- Dufour, P., Bherer, L., & Allison, C. R. (2015). « Faire la politique soi-même»: le cas des mobilisations contre le gaz de schiste au Québec. *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 48(1), pp.125-146.
- Eloire, F. (2014). Qui se ressemble s'assemble : Homophilie sociale et effet multiplicateur : les mécanismes du capital social. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 205(5), 104-119. doi:10.3917/arss.205.0104.
- Faburel, G. (2015). *Les éco-quartiers comme construction infrapolitique d'un habiter ? Expériences sensibles et paysagères, modes de vie et valeurs socio-environnementales. Développement durable et territoires*. Économie, géographie, politique, droit, sociologie, 6(2).
- Gaboriaux, C. (2013). Barbier R., Blondiaux L., Chateauraynaud F., Fourniau J-M., Lefebvre R., Neveu C. Et Salles D. (Dir.), *Démocratie directe*. Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation Paris : GIS Démocratie et Participation.
- Garabuau-Moussaoui, I. (2010). La consommation, entre pratiques, échanges et politique. *Sociologies pratiques*, (1), pp. 1-7.
- Gemünden, H. G. (2013). *Projectification of Society*. *Project Management Journal*, 44(3), 2-4
- Giddens, A. (1991). *Modernity and Self-Identity. Self and Society in the Late Modern Age*, Cambridge, Polity Press.
- Green-Armytage, James A.K. (2010). *Voluntary delegation as the basis for a future political system*, University of California, Santa Barbara, 30 p.
- Hamidi, C. (2010). *La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier*. Paris : Économica.
- Ion, J. (1997). *La fin des militants? L'atelier*, Paris.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

- Ion, J. (2017). *En finir avec l'intérêt général : l'expression démocratique au temps des ego*. Éditions du Croquant.
- Irène, P. (2013). *Individualité et rapports à l'engagement militant*. Interrogations ? 5.
- Kaufmann, J. C. (2001). *Ego: pour une sociologie de l'individu*. Nathan.
- Lallement, M. (2015). *L'Âge du Faire. Hacking, travail, anarchie* : Hacking, travail, anarchie. Le Seuil.
- Martuccelli, D. (2004). *Figures de la domination*. Revue française de sociologie, vol. 45,(3), pp.469-497. doi:10.3917/rfs.453.0469
- Maurer, S., Pierru, E. (2001). *Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997-1998 Retour sur un « miracle social »*. Revue française de science politique, 51(3), pp.371-407.
- Muxel, A. (2011). *La politique au fil de l'âge*. Paris: Presses de Sciences Po.Paris, l'Harmattan,
- Paugam, S. (2008). *Le lien social*. Presses universitaires de France.
- Pleyers, G. (2009). *Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes*. Sociologie et sociétés, 41(2), pp.89-110. doi:10.7202/039260ar.
- Pleyers, G. (2016). *Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes*. Agora débats/jeunesses, (1), pp.107-122.
- Prouteau, L. (2018), *Bénévolat et bénévoles en France en 2017 Etat des lieux et tendances*, CRA-CSA, Nantes.
- Reichhart, A. (2017). *La Société Coopérative et Participative comme expérience d'empowerment : l'exemple de la « Fonderie de la Bruche »* congrès AFS d'Amiens : Amiens.
- Renault-Tinacci, M. (2018). *La participation associative une nouvelle voie politique ? Du désir de politisation ordinaire : effets politiques et construction d'une citoyenneté personnalisée dans l'expérience associative parisienne*. Thèse de doctorat, Université Sorbonne Paris Cité.
- Rétif, S. (2013). *Logiques de genre dans l'engagement associatif. Carrières et pratiques militantes dans des associations revendicatives*. Paris : Dalloz-Sirey.
- Scott, J. (2006). Infra-politique des groupes subalternes. *Vacarme*, 36(3), 25-29. doi:10.3917/vaca.036.0025
- Simonet, M. (2018). Le revenu universel à l'épreuve du travail bénévole des femmes. *Travail, genre et sociétés*, 40(2), 169-174. doi:10.3917/tps.040.0169.
- Sommier, I. (2003). *Le renouveau des mouvements contestataires : à l'heure de la mondialisation* (Vol. 550). Flammarion.
- Tap, P. (1980). *Identité collective et changements sociaux*. Toulouse : Privat, p.12.
- Tchernonog V., Prouteau L., 2019 *Le paysage associatif français. Mesures et évolutions*, 3e édition, Dalloz Juris Association, Paris.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

- THOURY Claire, 2017, *L'engagement étudiant dans un monde d'individualisation : construction identitaire et parcours politiques*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Sorbonne Paris Cité.
- Tiberj, V. (2017). *Les citoyens qui viennent: comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*. Presses Universitaires de France.
- Tilly C (1986), *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard.
- Zanetti, M., Renault-Tinacci, M., Cavallaro, M. (2019) [à paraître], *La partecipazione associativa Giovanile in francia e in italia*. Turin : L'Harmattan Italia
- Zask J.(2011), *Participer. Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Lormont, Le Bord de l'eau